

KADOC - PAPIERON
A. E. DE Schryver - (7. 6. 2. 2. 11.)

LISTE GENERALE DES PARTICIPANTS AU
TROISIEME CONGRES MONDIAL DE L'UIJDC

1.

ALLEMAGNE

Heinz Riesenhuber
Horst Jöbges
Manfred Dumann
Egon A. Klepsch
Gyorgy O'Svath
Joseph Illerhaus
Jürgen Wohlrabe
Heinrich Lummer

CHILI

Juan Enrique Vega
Rodrigo Ambrosio
Sergio Spocer
Carlos A. Martínez
Jorge Varela Morales
Jaime Henríquez Enríquez
Jorge Donoso Pacheco

ARGENTINE

Juan Carlos Cerutti
Carlos L. de La Rosa
Rodolfo Díaz
Roberto Luis de León
Salvador José Argirò
Rodolfo Marangunik

COLOMBIE

Oscar Pajón Serra
Guillermo Chacón Parada

COSTA RICA

Jorge León Rodríguez
Jorge Poveda Quirós

AUTRICHE

Hans Maukner
Willi Mayer
Fritz König

CUBA (observateur)

Ignacio Azcoitia Emers
Ramón Cernuda Arcaute
Ángel Vega

BELGIQUE

Philippe Mayence
Petrus Thys
Valeer Pittonvils

EL SALVADOR

José H. Posada
Mario Zamora Rivas

BOLIVIE

Antonio Aranibar Quiroga
Adalberto Kuajara
Gustavo Portocarrero
Jorge Ríos

EQUATEUR

Carlos Arrobo Rodas
Patricio Moreano R.

ESPAGNE

Iñaki De Zabala
Juan Barò

./.

FRANCE

Bruno Coiraton
Françoise Plantade

GRANDE-BRETAGNE (observateur)

Hugh Holland

GUATEMALA

Danilo Rodríguez
Marco Antonio Barahona

HOLLANDE

Hana A. de Boer
Alexander F. van Lijnden

HONDURAS (observateur)

Juan Román Pineda Meza

INDONESIE (observateur)

Harry Tjan
Johannes Soedjati

ITALIE

Angelo Sferrazza
Alfredo De Poi
Gilberto Bonalumi
Sandro Bertoja
Renato Grassi
Ezio Fontana
Angelo Sanza
Renato Bordino
Ezio Alberton
Alessandro Viviani
Mauro Bellabarba

LITUANIE

Jonas Norkaitis

MALTE (observateur)

Joseph Muscat

MEXIQUE

Francisco José Canou
Arturo Rico Bovio

NICARAGUA

Azariás Paredes Jiménez
Roger Miranda Gómez

NORVEGE (observateur)

Kjell Magne Bondevik

PANAMA

Juan Antonio Jované
Rodolfo Bellido

PARAGUAY

Oswaldo Ruiz Arce
Justiniano Velaztiqui

PEROU

Carlos Bravo Espinoza
Nelson Shack Koo

PHILIPPINES

Benjamin Maynigo

PORTO RICO (observateur)

William Torres Vázquez

REPUBLIQUE DOMINICAINE

Yoni Manuel Martínez
 Rafael Eucranio Alcántara
 Luis Ruffin Castro

URUGUAY

Juan Young Casaravilla
 Carlos Baraibar
 Jorge Picca
 María Elena Martínez
 Héctor Lescano
 Rubén Walter Canela

SUISSE

Flavio Gotti
 Urs B. Wyss

VENEZUELA

José Ramón Solano
 Antonio Ponte-Davila
 Abdón Vivas Terán
 Hilarion Cardoso

TCHÉCOSLOVAQUIE

Jaroslav Vrzala

YUGOSLAVIEORGANISATIONS INTERNATIONALESJUDCA

Rafael Roncagliolo
 Tonchy Marinkovic

ODCA

Sén. Tomás Reyes Vicuña
 Héctor Cornejo Chávez

WAY

Sandro Berti

CLASC

Rubén Centis

CME (Conseil Mondial des Eglises)

Oscar Bolioli

Organisations Internationales (suite)CPU (Corporation de Promotion Universitaire)

Eduardo Hill

IFEDEC

Cornelius K. de Graaff

CENCADEC

Juan Pablo Corlazzoli

CENADEC

Carlos César Cáceres

SECRETARIAT GENERAL DE L'UIJDC

Juan Pablo Moncagatta

Stanislaw M. Gebhardt

Gino Crotti

Arnida Alvarado

RESOLUTION SUR LA CRISE MONDIALE ET LA REBELLION JUVENILE

Le 3ème Congrès Mondial, considérant que:

1 - La conscience de l'injustice des formes actuelles de vie a provoqué des protestations de la part de vastes secteurs juvéniles du monde;

2 - Nombre de pays du monde entier ont été émus par l'inconformisme croissant des jeunes qui cherchent à participer et à avoir des possibilités effectives de décision dans la société;

3 - Les mouvements de protestation commencent à former un mouvement juvénile de critique qui a chaque jour plus d'importance.

RESOUT:

1 - D'exprimer notre solidarité envers les jeunes non-conformistes et rebelles du monde;

2 - De déclarer notre appui aux mouvements juvéniles soucieux de développer leur capacité critique et d'élaborer de nouveaux modèles de coexistence humaine.

3 - De contribuer à la construction de la société nouvelle dans la mesure de nos possibilités, en cherchant à approfondir un modèle social qui offre les conditions pour le développement de la vocation personnelle et communautaire de tous les hommes.

RESOLUTION SUR L'IMPERIALISME ET L'OPPRESSION MONDIALE

Le 3ème Congrès Mondial trouve que :

1 - L'hégémonie des centres impériaux constitue un grand obstacle au développement d'une société humaine et solidaire;

2 - L'influence économique, politique et culturelle exercée par les centres impériaux sur le reste de la planète contribue à l'aliénation des peuples et en même temps dépersonnalise l'homme;

3 - Les centres impériaux ont transformé le pouvoir de la science et de la technique en des moyens égoïstes de consolidation impériale et en instruments de terreur, mort et domination;

4 - Les efforts des peuples pour assumer avec indépendance leur destinée ont été frustrés par la répression violente que les forces impériales ont déchaînée; et

5 - Nous croyons que la tâche des temps actuels est d'encourager l'unité de l'homme pour le développement de l'humanité, en abandonnant le cadre des luttes égoïstes et inhumaines des centres impériaux.

RESOUT :

1 - D'exprimer notre ferme solidarité avec tous les gouvernements et les peuples qui luttent pour se libérer et s'émanciper des centres impériaux de la planète;

2 - D'offrir notre sympathie et notre appui à tous les peuples et à tous les hommes qui cherchent un monde nouveau où disparaisse le pouvoir égoïste et déshumanisant qui caractérise l'impérialisme;

3 - Nous lançons un appel à toutes les forces progressistes du monde pour arrêter le capitalisme impérialiste de la planète, et en même temps, construire une société humaine, personnaliste et communautaire.

RESOLUTION SUR LA PROTECTION DES DROITS HUMAINS

Le 3ème Congrès Mondial de l'UIJDC

Sérieusement préoccupé par le manque de respect croissant et évident aux droits humains les plus élémentaires qui se manifeste dans le monde;

Persuadé que les méthodes traditionnelles conçues jusqu'à présent pour sauvegarder et protéger ces droits ne sont pas efficaces, étant donné l'impossibilité où se trouvent les Commissions Régionales de Droits Humains de se rendre sur le lieu où se produisent ces violations puisque les gouvernements leur refusent l'entrée dans leur territoires.

DECLARE:

Son plus ferme appui au projet de la Commission Internationale de Juristes et autres organisations analogues, ainsi qu'à la désignation par les Nations Unies d'une Haute Commission pour la protection des Droits Humains, qui puisse accomplir efficacement la tâche que les méthodes traditionnelles n'ont pas pu réaliser par manque de caution appropriée au sein même des Nations Unies.

RECOMMANDE au prochain Comité Mondial de l'UIJDC la promotion de commissions de défense des Droits Humains au niveau international.

RESOLUTION SUR LE DESARMEMENT

Afin de diminuer le danger de guerre qui menace le monde;

Afin de protéger l'humanité contre les dangers des armes "A-B-C"; et

Afin que les superpuissances appliquent des mesures concrètes de désarmement,

Les Jeunes Démocrates-Chrétiens

DEMANDENT :

- 1 - Que les superpuissances arrêtent de fabriquer des armes atomiques, suppriment leur potentiel en armes atomiques déjà existant et admettent sur ce plan un contrôle international effectif; et
- 2 - Que toutes les armes "B" et "C" soient mises hors la loi et que cette interdiction soit complétée par un contrôle efficace.

RESOLUTION SUR L'OTAN

L'UIJDC, à l'occasion de la conjoncture qui appelle l'attention des forces politiques sur le problème de l'Alliance Atlantique,

CONSIDERE QUE :

1. Si pendant les vingt dernières années, la paix a pu être maintenue en Europe, ce n'est ni grâce aux deux blocs militaires et politiques ni malgré eux, mais à cause de leur permanence qui constitue une rupture dangereuse et humiliante à l'intérieur du continent.
2. Rapportant donc la genèse des deux accords militaires, qui se basent fondamentalement sur les accords de Yalta, à une situation qui s'était créée par la politique agressive de l'URSS dans l'Est européen en 1948 et par la dépendance politique militaire et économique des pays accablés de l'Occident vis-à-vis des Etats-Unis, on méconnaît le caractère mythique du pacte considéré comme une défense de la civilisation ou des modes de vie qui traversent aujourd'hui une crise profonde et ont besoin d'être révisés.
3. L'UIJDC est donc d'accord avec toutes les forces qui visent à l'affranchissement des blocs militaires en Europe et dans le monde, mais elle estime qu'une telle affirmation de principes n'est pas suffisante pour la graduation nécessaire de la proposition politique. En plus, elle reconnaît que le seul discours sur la stratégie et la défense est insuffisant car, dans la mesure où le problème des rapports économiques internationaux et la supériorité technologique ne seront pas examinés et résolus décidément par les nations mineures de l'Occident et de l'Orient, cette dépendance effective se maintiendra, les accords militaires ne représentant que leur cage de fer.
4. Elle considère par conséquent que les pays européens, en rejetant leur condition privée de critique dans leur participation à l'OTAN, visent à dépasser ces alliances

Résolution sur l'OTAN (suite)

afin de les substituer, non pas par l'atomisation ou une nouvelle servitude internationale, mais par la création d'un "plein" politique qui puisse signifier la création d'une Europe intègre, avec l'exclusion des grandes puissances actuelles.

5. L'OTAN doit donc se transformer en une Alliance réellement délimitée sur le plan géographique, qui n'empêche pas le jugement des Etats membres sur les problèmes qui sont étrangers à l'aire géographique intéressée. La liberté d'assumer des positions critiques vis-à-vis du conflit vietnamien et de la politique nord-américaine en Amérique Latine devrait être la première preuve de cette autonomie réacquise.

6. L'UIJDC retient que les pays occidentaux, en refusant leur propre neutralisation qui n'a pas de sens, doivent travailler activement pour l'articulation de l'OTAN et le recul des blocs et doivent coopérer de toute leur volonté politique pour construire l'unité de l'Europe, seul dépassement véritable des blocs sur le continent, sans autre alternative qui ne soit pas le fruit de fantaisies politiques ou de renoncements.

7. Elle croit par conséquent qu'une conférence pour la sécurité européenne est nécessaire pour amorcer le processus de démilitarisation progressive, pour la solution du problème allemand et enfin pour le dépassement des blocs.

8. Tout en considérant comme un fait digne d'attention les documents émis par la Conférence de Budapest, l'UIJDC souhaite qu'en procédant selon l'esprit de cet acte, l'Union Soviétique permette une libre participation, d'ailleurs suffisamment compromise par les derniers actes de répression des libertés tchécoslovaques, aux pays du Pacte de Varsovie dans cette conférence continentale.

9. Elle demande de reconsidérer, dans la recherche d'une solution au travers d'une garantie des plus grandes puissances, le problème de l'Allemagne: à ce sujet, elle croit que l'Allemagne doit renoncer à l'armement nucléaire et renverser sa situation de bastion de l'Est et de l'Ouest pour atteindre un point de rencontre entre l'Est et l'Ouest.

10. L'acceptation des frontières Oder/Neisse et les élections libres dans tout le territoire allemand à l'ouest de cette ligne représenteront deux étapes nécessaires qui aboutiront en une confédération germanique afin de dépasser la logique de la détente interprétée comme la simple rencontre des plus grandes puissances dans les deux blocs.

11. Pour obtenir réellement cette détente, l'UIJDC considère que l'idée de dénucléarisation progressive de l'Europe Centrale, permettant d'obtenir un premier recul des blocs qui soit un véritable prélude à leur dépassement, doit être mise nouvellement à l'ordre du jour. Ce qui a été dit précédemment comporte aussi le contrôle des armements nucléaires des grandes puissances afin qu'elles ne puissent pas déterminer de loin la sécurité des nations mineures, après en avoir accepté la dénucléarisation.

12. L'UIJDC refuse la possibilité de nouvelles alliances de défense avec la Grèce et le Portugal qui mettent en discussion le principe des démocraties et participations populaires, en rejetant éventuellement la responsabilité sur les Etats-Unis tout en faisant observer l'Article 2 du Traité.

13. Elle demande enfin que l'on cherche à promouvoir une conférence pour la sécurité de la Méditerranée entre les pays géographiquement intéressés, qui aboutisse à l'élimination, dans cette aire, de la flotte soviétique et américaine et soit une aide valable pour l'Organisation des Nations Unies dans la solution de la crise du Moyen-Orient.

14. Une politique étrangère réellement active, voilà ce que l'Europe d'aujourd'hui exige et ce que la jeunesse démocratique demande, étant soucieuse d'une paix qui ne s'appuie pas sur le chantage atomique mais sur la tendance naturelle de tout peuple et de tout groupe de peuples à décider de sa propre destinée.

RESOLUTION SUR LA SITUATION DE TOUS LES PAYS
REDUITS A L'ESCLAVAGE PAR LA RUSSIE SOVIETIQUE

- 1 - Toute nation, ainsi que tout homme, a un droit naturel, donné par Dieu, à la liberté nationale et individuelle. Ce droit précieux a été plusieurs fois réaffirmé par les grandes Chartes de Droit International, les Nations Unies et la Déclaration des Droits de l'Homme.
- 2 - Ce droit sacré a été et est encore ouvertement violé dans les pays réduits à l'esclavage de l'Europe Centrale et Orientale.
- 3 - Les Etats Baltiques ont été occupés il y a un quart de siècle par la force militaire brutale de l'impérialisme soviétique qui les tient encore étroitement soumis. Tous les droits religieux, politiques, culturels, etc., ont disparu. Un grand nombre de citoyens de ces pays ont trouvé la mort dans les prisons et les camps de concentration. L'exploitation économique est arrivée au niveau de servage. La vie est complètement dépourvue de tout droit et de toute dignité humaine.
- 4 - Le Congrès déplore et condamne toutes les violations de la liberté, où qu'elles existent. Il réaffirme solennellement son attachement aux droits inaliénables de l'homme et à l'autodétermination nationale.
- 5 - Le Congrès fait appel à toutes les nations et à tous les gouvernements pour prendre les mesures nécessaires en faveur des nations en esclavage.
- 6 - Le Congrès engage son effort commun à travailler sans défaillance pour la liberté de tous. Dans cette déclaration solennelle le Congrès réaffirme encore une fois sa foi dans les principes durables et rédempteurs de la Démocratie Chrétienne Universelle, dédiée à la fraternité sacrée de l'homme sous la paternité de Dieu Tout-Puissant.

6. Ces contradictions mêmes signent l'arrêt de mort des réformismes de l'ère de l'Alliance pour le Progrès quand les bourgeoisies nationales, ayant échoué dans leur projet de capitalisme autonome, se dénationalisent définitivement en se fondant avec le capital étranger. L'impuissance du réformisme et la vacillation de la répression portent à un rejet de plus en plus fréquent des régimes démocrates-libéraux qui commencent à être substitués par des dictatures technocrates-militaires.

7. Cette incapacité héréditaire des bourgeoisies latino-américaines d'atteindre les objectifs typiques des révolutions bourgeoises des pays impérialistes est le signe que dans les pays dépendants, on ne peut espérer une révolution bourgeoise imminente, qui développerait le capitalisme, amènerait le prolétariat et préparerait la révolution socialiste. La révolution à l'ordre du jour en Amérique Latine est celle des ouvriers et des paysans; révolution qui, en assumant les tâches non accomplies par la bourgeoisie, affronte simultanément la construction des tâches propres au socialisme.

8. La révolution des ouvriers et des paysans est une révolution contre l'impérialisme, contre la bourgeoisie nationale monopolistique et financière et contre les propriétaires terriens traditionnels et les capitalistes agraires, de même qu'une révolution mue par toutes les classes exploitées, par les paysans sans terres et les petits agriculteurs, les petits commerçants et industriels, les employés et les personnes exerçant une profession libérale, les travailleurs en chômage et semi-chômage ainsi que les personnes asalariées de la ville et de la campagne.

9. Dans la mesure où les objectifs sont socialistes, c'est nécessairement le prolétariat de la campagne et de la ville - tout particulièrement ses noyaux les plus denses, les plus conscients et les mieux organisés - qui constitue, même s'il n'a pas l'initiative d'une façon tactique à tous les stades, la puissance dirigeante de toutes les forces motrices.

Ce prolétariat inscrit dans sa logique de classe, plus que dans toute autre classe, l'appropriation sociale des biens de production et le socialisme. Il a une expérience de lutte directe contre la bourgeoisie capitaliste que n'a nulle autre classe exploitée, même pas les plus pauvres et les plus nombreuses. De là dérivent justement le développement élevé de sa conscience socialiste et sa capacité énorme de combattre les classes, ce qui fait de lui le pivot de toutes les autres classes et forces potentiellement révolutionnaires.

10. La révolution constitue l'acte politique par l'intermédiaire duquel la classe des travailleurs et, autour d'elle, toutes les autres classes exploitées, prennent d'assaut l'Etat bourgeois, instrument fondamental et garantie ultime du système de domination, le désarment, le détruisent et reconstruisent sur ses ruines un Etat populaire.

11. La première tâche de la révolution latino-américaine est la création et la consolidation de cet Etat populaire, arme principale de combat de la classe des travailleurs dans la lutte virulente des classes qui suit la prise du pouvoir. Cet Etat naît comme l'institutionnalisation naturelle d'un pouvoir populaire en vigueur, formé dans le développement même de la lutte révolutionnaire et structuré sur la base d'une présence active des organisations les plus variées du peuple, qui empêchent la paralysie des masses et les pathologies totalitaires.

12. La seconde tâche de la révolution latino-américaine consiste à prendre un ensemble de mesures qui créent les conditions pour la construction socialiste:

a) un programme minimum de nationalisations de la propriété de monopole, de la propriété nationale étrangère, qui étende et consolide un large secteur de l'économie publique, de façon que les zones stratégiques de l'économie restent sous le contrôle de l'Etat populaire;

b) une Réforme Agraire drastique et massive qui liquide la grande propriété capitaliste et semi-capitaliste (latifundia traditionnels) et donne lieu à une économie paysanne variée laquelle, partant des niveaux des forces produc-

tives et des conditions politiques spécifiques, ouvre un processus de socialisation croissante dans les relations sociales de production;

- c) un système national de planification de l'économie, le contrôle total des banques, du commerce intérieur et extérieur et autres appareils indispensables au contrôle général de la politique économique.

13. La troisième tâche de la révolution latino-américaine est de s'engager dans une voie de développement non-capitaliste, comprise comme une stratégie révolutionnaire de développement qui, en manoeuvrant dialectiquement une pluralité de formes économiques et sociales, y compris celles capitalistes non-monopolistiques, prétend à la fois socialiser progressivement les relations sociales de production et développer pleinement et sans interruption les forces productives afin de construire la société capitaliste.

14. Les Etats-Unis d'Amérique du Nord sont sortis de la Seconde Guerre Mondiale comme le centre hégémonique du système capitaliste mondial et le "gendarme" suprême de la contre-révolution. L'extension du champ socialiste, les guerres de libération victorieuses en Asie et Afrique ainsi que la Révolution cubaine ont obligé les Etats-Unis - et le Vietnam en est la preuve - à utiliser des quotes croissantes de guerre et de mort.

15. En Amérique Latine, les dictatures technocrates-militaires, converties en polices de leurs pays et de leurs voisins, commencent à construire une structure militaire supranationale et à employer des tactiques, de préférence préventives.

16. C'est pour cela que la révolution latino-américaine assume - progressivement et irrémissiblement - le caractère d'une lutte armée dans la phase décisive de la prise du pouvoir. La nature internationale de l'impérialisme et son immense pouvoir technologique-militaire font de la guerre révolutionnaire latino-américaine une guerre longue et irrégulière.

17. Cependant, nous croyons que "l'art de la guerrilla" constitue une déviation militariste, ingénue et obsédante, pratiquée plus par un groupe d'élus que par les masses exploitées et qui se convertit, après avoir dépassé le premier impact, en une forme d'action politique marginale, institutionnalisée par le système, incomprise et isolée par les masses qu'elle prétend mettre en mouvement.

18. D'autre part, nous pensons que les fronts populaires traditionnels ne servent qu'à rendre difficile une mobilisation populaire adéquate au véritable caractère que le processus révolutionnaire ira en acquérant, en le masquant ou en l'idéalisant. En même temps, la mobilisation populaire insuffisante rend difficile l'hégémonie d'une direction révolutionnaire conséquente. Pour ces deux raisons, cette stratégie ne mène pas à des étapes révolutionnaires plus avancées, mais à des restaurations réactionnaires, parce qu'elle précipite l'opposition à la contre-révolution nationale et internationale dans laquelle ces fronts sont, par définition, incapables de vaincre.

19. Nous pensons que c'est seulement par une action délibérée et systématique entre la lutte sociale et la lutte politique que les masses latino-américaines peuvent entrer dans un processus de politisation intense dans lequel se liguent et se fondent toutes les revendications populaires immédiates à la perspective de la prise révolutionnaire du pouvoir et dans lequel les partis populaires aient l'opportunité de développer leur capacité combative et mériter d'être l'avant-garde.

20. Par conséquent, nous croyons que la tâche primordiale de nos partis vise à la formation et à la consolidation d'un pouvoir populaire né dans les batailles de la base sociale. En outre, en liguant dans une seule direction la lutte des ouvriers, paysans et autres forces révolutionnaires autour de leurs luttes concrètes, ils assurent que la prise du pouvoir n'est pas uniquement faite du haut mais est l'expression de tout le peuple et le fruit de l'opposition sur tous les plans et avec toutes les méthodes, à la classe dominante et à l'impérialisme.

21. Nous croyons que la perspective actuelle de l'Amérique Latine constitue un défi terrible pour nos partis et il dépend en grande mesure de leurs jeunes d'être à même de dire opportunément à nos peuples: oui au socialisme communautaire, oui à la révolution latino-américaine.

22. Nous ne nous aventurons à faire aucune spéculation ou plan sur la société européenne future. Cependant, nous voudrions dire une chose dont nous sommes certains, à savoir que cette société ne pourra se baser sur:

- la négation arbitraire et agressive des pays qui choisissent le socialisme;
- l'exploitation des pays africains, asiatiques et latino-américains;
- la subordination politique, économique et militaire au centre hégémonique de l'impérialisme, les Etats-Unis d'Amérique du Nord;
- toute forme de collaboration ou complicité avec la contre-révolution mondiale.

RESOLUTION SUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE EN AMERIQUE
LATINE

Considérant que pour un bon développement économique de l'Amérique Latine une intensification du commerce entre l'Amérique Latine et les autres pays du monde, basé sur des principes d'équité et d'égalité, est nécessaire,

Le 3ème Congrès Mondial de l'UIJDC

DEMANDE des mesures préférentielles pour les pays de l'Amérique Latine dans leurs futures relations commerciales avec l'Europe.

Le Congrès demande principalement:

- 1 - De constituer une zone générale de mesures préférentielles concernant les produits semi-manufacturés et manufacturés, comme l'a recommandé la conférence de l'UNCTAD à la Nouvelle-Delhi en faveur des pays sous-développés.
- 2 - D'établir un fonds spécial de développement pour l'Amérique Latine afin que les investissements des pays européens retombent directement sur le continent latino-américain.
- 3 - D'établir d'autres accords commerciaux pour garantir l'accroissement des exportations totales de l'Amérique Latine. On devrait adopter la motion de l'Argentine pour un commerce préférentiel avec le Marché Commun Européen.
- 4.- D'établir un conseil permanent de l'Amérique Latine et de l'Europe afin d'examiner et de réaliser toutes les possibilités d'amélioration des termes d'échange qui intéressent les deux parties.
- 5 - Un contrôle des investissements par les pays récepteurs afin de les canaliser dans les secteurs reproducteurs des économies nationales qui favorisent le développement.

RESOLUTION SUR L'INTEGRATION CENTRAMERICAINE

Le 3ème Congrès Mondial de l'UIJDC

CONSIDERANT:

- 1 - Que depuis dix ans environ s'accomplit un processus d'intégration économique en Amérique Centrale, qui apparaît comme l'exemple à imiter d'une intégration régionale, mais qui n'a fait que consolider un système capitaliste de production de marchandises de substitution et consolider également les gouvernements militaristes anti-démocratiques et les bourgeoisies industrielles et financières impérialistes de l'Amérique Centrale.
- 2 - Que le peuple, principal acteur de toute révolution, n'a pas participé à ce processus, non qu'il ne le veuille pas, mais parce qu'il a délibérément été mis en marge. Ainsi se répète une fois encore le processus de mise en marge qui se manifeste à échelle nationale.

DECIDE:

- 1 - De dénoncer l'actuelle intégration économique de l'Amérique Centrale comme un processus qui consolide le système économique capitaliste, les gouvernements militaires anti-démocratiques et l'impérialisme américain.
- 2 - De le condamner parce qu'il a mis le peuple en marge, en l'empêchant de participer aux centres de décision d'intégration.
- 3 - De se solidariser avec le peuple de l'Amérique Centrale (organisations populaires) dans sa lutte pour une participation active au processus d'intégration en transformant celui-ci en un véhicule de la promotion humaine et de la société communautaire de l'Amérique Centrale.
- 4 - De manifester sa solidarité avec les partis et les jeunes-démocrates-chrétiens d'Amérique Centrale dans leur dénonciation et leur lutte pour transformer le contenu et le sens de l'intégration latino-américaine.
- 5 - De déclarer que le processus d'intégration centraméricaine n'atteindra sa plénitude que s'il va de pair avec le processus révolutionnaire d'inspiration socialiste et communautaire.

RESOLUTION SUR CAMILO TORRES

VU QUE la lutte des peuples d'Amérique Latine et d'autres pays du Tiers Monde contre l'impérialisme nord-américain, à la recherche de leur libération nationale et continentale, est une lutte juste.

Qu'il est indispensable que les chrétiens participent davantage et d'une façon plus décisive à ces luttes, à travers des actions plus claires et engagées.

Que, dans l'accomplissement de ces aspirations générales, le prêtre Camilo Torres Restrepo incarne le symbole de la position clairement anti-impérialiste des chrétiens, pleinement assumée avec toutes ses conséquences.

Que le sacrifice de Camilo Torres doit pousser toutes les Jeunesses Démocrates-Chrétiennes du monde à recueillir son message concernant la nécessité de maintenir une lutte sans trêve contre l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme, engagées dans l'alliance révolutionnaire des peuples, dans l'espoir de construire une société plus humaine et plus juste.

LE 3e CONGRES MONDIAL DE L'UIJDC DECLARE :

- 1 - Qu'il rend hommage à la mémoire de Camilo Torres Restrepo, en le nommant champion de la lutte des chrétiens contre l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme.
- 2 - Que le 15 février, jour anniversaire de la mort de Camilo Torres, sera le jour de la Solidarité Mondiale contre l'impérialisme et que toutes les jeunesses affiliées à l'UIJDC tiendront ce jour-là des activités commémoratives.

RESOLUTION SUR LE CAS DE CUBA

Le 3ème Congrès Mondial de l'UIJDC

CONSIDERANT :

- Premièrement: Que le peuple de Cuba est injustement soumis à un boycottage économique de la part des Etats-Unis et de plusieurs nations d'Amérique Latine;
- Deuxièmement: Que ce boycottage, imposé comme une ingérence du régime de Castro dans les affaires internes des pays membres de l'OEA, loin d'accomplir la soi-disant mission de sanction d'un gouvernement interventioniste, aggrave, comme le confirme la Charte Pastorale d'avril de l'épiscopat catholique cubain, les difficultés internes causées par la nouveauté de la problématique et sa complexité technique; quoiqu'il soit aussi un produit des déficiences et des péchés des hommes, le boycottage soumet le peuple cubain à une situation injuste de privation des nécessités vitales les plus élémentaires et des instruments pour le développement national; et
- Troisièmement: Que c'est un droit inaliénable des peuples d'avoir le système de gouvernement déterminé librement par la gestion populaire et, par conséquent, aucune nation ne doit être détachée du système interaméricain par le seul fait d'adopter un système politique sui generis dans l'aire.

DECIDE :

- Premièrement: D'exiger la cessation du boycottage économique maintenu contre Cuba, exprimant le désir de ce que sa suppression permette au peuple de retourner à la communauté latino-américaine et rachète la Révolution cubaine pour construire un système économique et politique qui soit une véritable expression de la volonté populaire et non pas le réflexe d'ambitions de "caudillos" (chefs populaires) ni d'intérêts des grands blocs politiques qui partagent l'humanité d'aujourd'hui.
- Deuxièmement: De solidariser avec le peuple et l'épiscopat cubains dans leur lutte pour l'amélioration de la situation économique et sociale de la nation;
- Troisièmement: De proclamer le droit de toutes les nations d'Amérique Latine et du monde à choisir le système de gouvernement qui convienne le mieux aux désirs de leurs peuples, indépendamment de l'idéologie ou du système socio-économique que la volonté souveraine de la nation veuille adopter;
- Quatrièmement: Réclamer à l'OEA et aux gouvernements du continent américain la reconnaissance du droit de Cuba de se réincorporer à la communauté interaméricaine en préservant son rythme révolutionnaire sous n'importe quel système économique, politique et social que notre peuple adopte, avec la seule condition que Cuba reconnaisse le même droit aux autres peuples du Continent et s'abstienne d'intervenir dans les affaires internes des autres Etats;

Résolutions sur le cas de Cuba (suite)

Cinquièmement: Que les jeunes Démocrates-Chrétiens demandent à l'actuel régime cubain la liberté des détenus politiques qui hantent par milliers les prisons et les camps de concentration de Cuba; et

Sixièmement: Que le 3ème Congrès Mondial des Jeunes Démocrates-Chrétiens appuie et se solidarise avec le travail constant et la lutte entreprise par les jeunes démocrates-chrétiens cubains dans leur île, afin d'atteindre l'établissement d'un véritable régime de liberté et de justice sociale, dans la ligne originale de la révolution cubaine.

RESOLUTION SUR LE REFUS DES CORPS DE PAIX

Nous, jeunes DC, refusons toute forme de pénétration impérialiste dans les aires du Tiers Monde et nous refusons de faire de la jeunesse un instrument de cette pénétration. Par conséquent, nous refusons l'ingérence des Corps de Paix qui ont été en de nombreuses occasions les instruments de la CIA et s'adonnent, conjointement aux fondations nord-américaines, à des tâches de pénétration des universités latino-américaines.

RESOLUTION SUR LE CAS DU NICARAGUA

Le 3ème Congrès Mondial de l'UIJDC

Vu que le gouvernement dynastique des Somozas représente les forces oligarchiques et militaires qui maintiennent un état de siège du point de vue militaire, économique et social;

Vu que le gouvernement du Président imposé, Anastasio Somoza, ne respecte pas minimement les droits humains, emprisonnant, torturant et assassinant le peuple du Nicaragua,

DECLARE :

Qu'il condamne énergiquement le gouvernement tyrannique des Somozas lequel, sous des apparences démocratiques, viole les droits les plus élémentaires, en ne respectant pas l'intégrité physique et morale des citoyens qui ne partagent pas ses intérêts politiques et économiques;

Qu'il appuie l'attitude courageuse et décidée du peuple et de la jeunesse du Nicaragua, qui luttent sans répit contre le régime dynastique des Somozas; et,

Qu'il affirme sa foi dans le peuple du Nicaragua qui saura se libérer de la tyrannie des Somozas dont les emprisonnements, les tortures et les assassinats ne pourront entraver l'inévitable processus de libéralisation de ce peuple.

RESOLUTION SUR LES PRISONNIERS POLITIQUES ET SYNDICAUX
DU PARAGUAY

Le 3ème Congrès Mondial des Jeunes Démocrates-Chrétiens,

Dénonce devant l'opinion publique internationale l'existence de plus d'une centaine de prisonniers politiques et syndicaux reclus dans d'immondes prisons policières; et,

Offre son appui fervent à l'Eglise du Paraguay, à la Commission Nationale des Droits de l'Homme du Paraguay, aux Partis Politiques qui sont conscients de la gravité de cette situation, aux mouvements d'étudiants et de jeunes qui luttent pour la libération des prisonniers politiques et syndicaux du Paraguay.

RESOLUTION SUR LE CAS DOMINICAIN

1- Que soit condamnée de la façon la plus énergique l'expulsion d'agriculteurs perpétrée par le Gouvernement Dominicain avec l'aide de la police et des forces militaires;

2- Que soit appuyée la lutte menée par la Confédération Autonome des Syndicats Chrétiens (CASC) contre la Loi d'Austérité qui a bloqué les salaires des ouvriers dominicains;

3- Que soit appuyée la lutte menée par les étudiants contre la pression économique exercée par le Gouvernement Dominicain à l'Université Autonome de Saint-Domingue, parce que c'est dans cette université qu'étudient presque gratuitement les fils d'ouvriers et d'agriculteurs dominicains.

RESOLUTION SUR LA COLOMBIE

Les Jeunes Démocrates-Chrétiens repoussent le régime d'oppression et de dictature de parti en Colombie, établi par la Constitution de 57 et les réformes de Lleras Restrepo.

Ils repoussent le régime de Carlos Lleras Restrepo, et spécialement sa politique ouvrière qui limite le droit de grève et sa politique universitaire dirigée par les fondations nord-américaines, principalement le Décret 2128 qui empêche tout genre de protestation légale de la part des étudiants.

RESOLUTION SUR LA SITUATION DE L'URUGUAY

Le 3ème Congrès Mondial de l'UIJDC,

VU QUE :

Le régime actuel du Président Pacheco Areco a prouvé n'être qu'une dictature déguisée, comme celles qui infestent aujourd'hui tant de pays d'Amérique Latine.

Non content de créer un appareil de répression massive et de persécution idéologique et politique, il a acheté avec la complicité de son silence l'action des politiciens criminels qui, non satisfaits de l'usure et de l'expropriation auxquelles ils soumettent le peuple dans leurs connexions de la banque et de l'industrie, sont en train de vendre le pays à l'étranger.

DECLARE :

- 1- Qu'il condamne dans sa totalité le gouvernement anti-national de Pacheco Areco.
- 2- Qu'il rend hommage aux martyrs étudiants et ouvriers tombés dans la lutte contre le régime oligarchique.
- 3- Qu'il est solidaire avec le peuple uruguayen dans sa lutte pour obtenir la liberté authentique, qui ne sera atteinte qu'au travers de l'unité populaire.

DECLARATION DU CONGRES DE L'UIJDC SUR LE CAS DE L'ARGENTINE

CONDAMNE le régime actuel pour :

- a) Son caractère dictatorial dans le domaine politique moyennant des manifestations de répression (emprisonnements, tortures, persécutions, extorsions, etc.), qui s'est récemment accentué contre les majorités populaires, à savoir la classe ouvrière du point de vue social et les mouvements révolutionnaires du point de vue politique.
- b) Sa politique économique libérale-capitaliste au service des minorités oligarchiques ralliées à l'impérialisme yankee et aux groupes économiques financiers d'Occident partageant ses intérêts, au prix de la baisse verticale du salaire réel, de la faillite des économies régionales et du transfert vers ces groupes des principales ressources de l'économie nationale.
- c) Son caractère réactionnaire dans le domaine social, qui se manifeste dans l'escalade de la structure syndicale argentine (seule forme organisée du mouvement ouvrier de l'Argentine), qui se traduit concrètement par la suppression des personnels syndicaux, par le blocage de fonds, l'institutionnalisation du syndicalisme pro-dictatorial qui a provoqué les fausses options actuelles au sein du mouvement ouvrier, de la classe ouvrière du port, face aux secteurs de province en chômage.
- d) Sa tendance à l'enseignement privé qui deviendra le patrimoine exclusif des minorités satisfaites, l'accès à celui-là étant fermé aux majorités populaires.
- e) Conformément à (a, b, c, d), une politique internationale dépendant de l'impérialisme yankee, par exemple l'OEA-CUBA, la médiation argentine dans le conflit Pérou-Etats-Unis, etc.).

RÉSOLUTION SUR L'APPUI A LA JDC ARGENTINE

Le 3ème Congrès Mondial de l'UIJDC, tenu à Montevideo,

DEMANDE :

- 1) De ratifier la solidarité de l'UIJDC avec la position soutenue par la JDC argentine face aux membres argentins de la FAPES, qui sont contraires à la politique authentiquement révolutionnaire de la JDC argentine.
- 2) De solliciter l'ODCA de donner une solution à ce problème, selon les critères communs adoptés par ses organisations membres.

RESOLUTION SUR PORTO RICO

VU QUE nous sommes pleinement favorables à l'autodétermination et à la liberté des peuples et que celles-ci ont été refusées au peuple de Porto Rico par les Etats-Unis, qui imposent leur pouvoir et leur contrôle sur Porto Rico.

NOUS AFFIRMONS le droit du peuple de Porto Rico à son autodétermination totale en ce qui concerne l'indépendance politique vis-à-vis des Etats-Unis;

NOUS EXIGEONS que le Congrès des Etats-Unis reconnaisse et renonce à la souveraineté qu'il exerce sur Porto Rico;

NOUS DEMANDONS l'intervention des Nations Unies, en particulier du Comité de Décolonisation, dans le processus d'autodétermination et de passage à l'indépendance;

NOUS CONDAMNONS la rançon de sang que doit payer la jeunesse de Porto Rico en servant, sous peine de prison, dans les forces armées des Etats-Unis.

RESOLUTION SUR L'ADMISSION DES
JEUNES SOCIALISTES CHRETIENS DES PHILIPPINES

"Après avoir étudié la situation historique, la déclaration de principes et l'activité politique des Jeunes Socialistes Chrétiens des Philippines, la Commission recommande au Congrès l'admission de cette organisation au sein de l'UIJDC en qualité de membre de plein droit."